

OLEODUC DE L'ETAT

concédé à & exploité par S.F.D.M.

(Hydrocarbures Liquides)

FICHE DE SERVITUDE I.1.bis

Servitudes d'Utilité Publique

Plan Local d'Urbanisme de : **VILLIERS - SAINT - GEORGES (77)**

Texte définissant les servitudes : Pipelines de Défense - Décret N° 50-836 du 8 Juillet 1950 (J.O. du 01/07/1950) modifié par décret N° 6382 du 4 Février 1963 (J.O. du 05/02/1963).

Texte créant les servitudes de :

Nom de l'Ouvrage : **DONGES - MELUN** Tronçon de l'Oléoduc : **DONGES - MELUN - METZ**
Décret du **23 novembre 1954**

Les servitudes ont été établies soit par convention passée à l'amiable, soit par ordonnances d'expropriation. Dans les deux cas les actes correspondants ont fait l'objet d'une publication à la conservation des hypothèques.

Consistance des servitudes :

- 1/ Dans une bande de 5 mètres de largeur (zone forte de protection) où est enfouie la conduite, il est interdit :
 - d'édifier une construction en dur même si ses fondations ont une profondeur inférieure à 0,60 mètre.
 - d'effectuer des travaux de toute nature y compris les façons culturales à plus de 0,60 mètres.
- 2/ L'exploitant de la canalisation a le droit, à l'intérieur d'une bande de servitude de 15 mètres de largeur (1) :
 - d'accéder en tout temps, en particulier pour effectuer les travaux d'entretien et de réparation,
 - d'essarter tous arbres ou arbustes,
 - de construire, en limite des parcelles cadastrales, des bornes ou balises indiquant l'emplacement de la conduite.
- 3/ Le propriétaire et ses ayant-droits doivent :
 - ne procéder à aucune plantation d'arbres dans la bande de 15 mètres.
 - s'abstenir de tout acte de nature à nuire à l'ouvrage (2).
 - dénoncer, en cas de vente ou d'échange de parcelles en cause, la servitude dont elles sont grevées.

Service responsable de la Servitude et de la Gestion de l'Oléoduc à consulter :

S.F.D.M.

(Société Française du DONGES METZ)

47 avenue Franklin Roosevelt

77210 - AVON

Téléphone : 01 60 72 49 33

à qui a été confiée l'exploitation du D.M.M. pour une durée de 25 années par décret en date du 24 février 1995, paru au Journal Officiel le 26 février 1995.

En application du décret N° 91-1147 du 14 Octobre 1991 (J.O. du 09/11/1991) et de son arrêté d'application du 16/11/1994 (J.O. du 30/11/1994) tous travaux exécutés à moins de 100 mètres du pipeline doivent faire l'objet d'une **Demande de Renseignements, 1 mois à l'avance** par le Maître d'Œuvre ou d'Ouvrage, et d'une **D.I.C.T.** (Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux) par l'Entreprise chargée de ceux-ci, **10 jours à l'avance**, au moyen des formulaires réservés à cet effet, à Sté **S.F.D.M. 47 Avenue Franklin Roosevelt 77210 AVON - Téléphone : 01 60 72 49 33.**

(1) Cette largeur a pu être éventuellement réduite.

(2) Les abris de jardins, de chasse et de pêche, établis dans une bande de 5 mètres centrée sur la canalisation empêchent la surveillance continue de celle-ci. En conséquence, ils sont assimilés à des constructions et leur établissement est soumis à accord préalable.

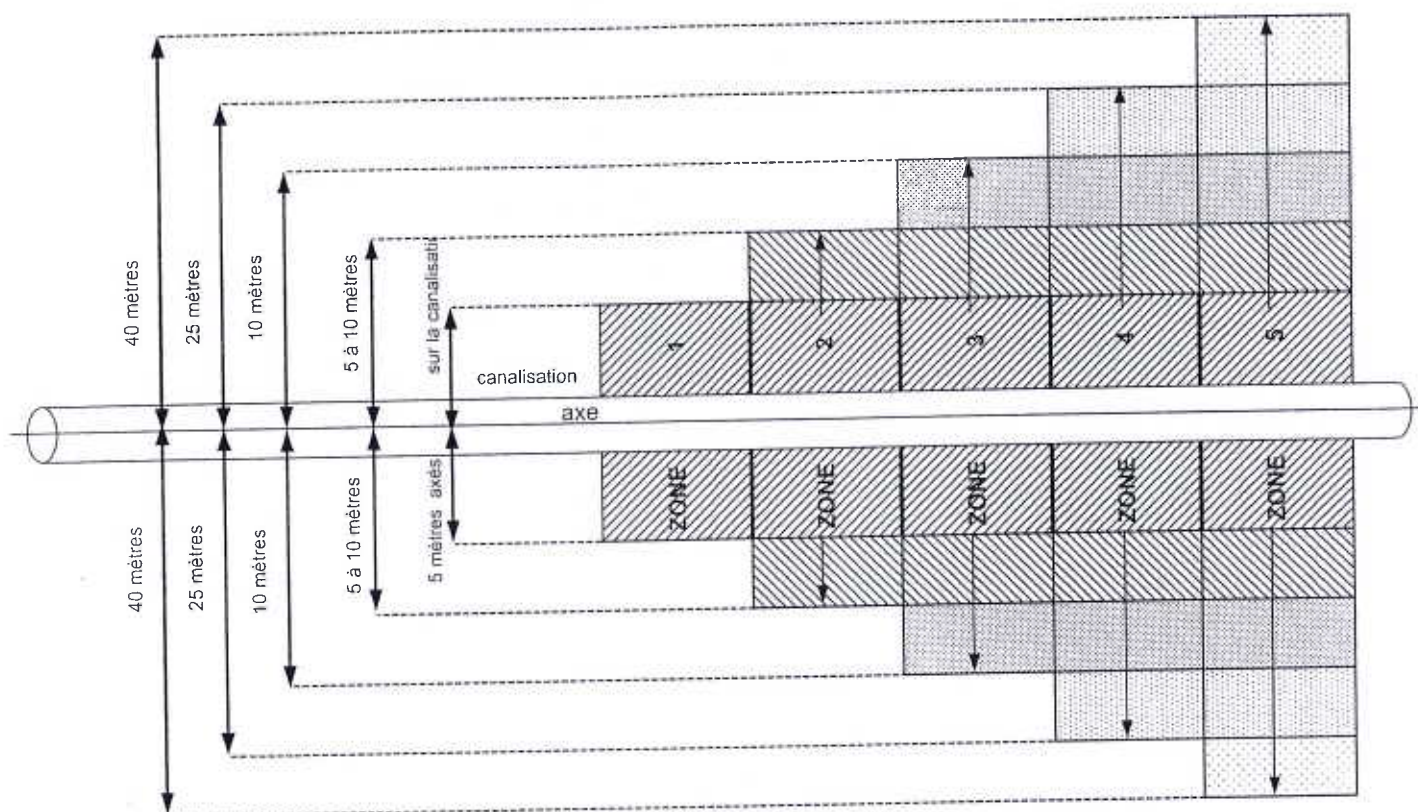
CETTE FICHE EST A REPRENDRE DANS LE DOSSIER DU P.L.U. OU DU SCHEMA DIRECTEUR

SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

DISTANCES DE SECURITE A RESPECTER

OLEODUC DE L'ETAT

Concédié à et exploité par la société S.F.D.M.



- 1 - Article R 126-1 du Code de l'Urbanisme

Servitudes acquises par Décret du 23/11/1954 (non publié au J.O.)

ZONE 1 Servitude non aedificandi, non plantandi en terrain courant.

ZONE 2 Servitude non plantandi en forêt ou terrain boisé.

- 2 - Articles L 121-10, L 123-1 et R 111-2 du Code de l'Urbanisme

Distances de sécurité fixées par l'Arrêté du 21 avril 1989 (J.O. du 25 mai 1989) portant réglementation de sécurité pour les pipelines à hydrocarbures liquides ou liquéfiés sous pression.

ZONE 3 Eloignement d'une construction isolée ou d'un local professionnel occupé épisodiquement.

ZONE 4 Eloignement d'une construction isolée ou d'un local professionnel fréquenté régulièrement.

Eloignement des établissements recevant du public visés à l'article R 123-9 (catégorie 5) du Code de la Construction et de l'Habitation.

ZONE 5 Eloignement des établissements recevant du public visés à l'article R 123-9 (catégories 1 à 4) du Code de la Construction et de l'Habitation.

Le Décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 (J.O. du 09 novembre 1991) définit la liste des travaux soumis à déclaration et distants de 15, 40 voire 75 mètres de l'axe de la conduite, et précise la procédure de déclaration qui doit être effectuée pour chacun d'eux. En vertu de son arrêté d'application du 16 novembre 1994 (J.O. du 30 novembre 1994), a été déposé dans chaque mairie dont un point au moins du territoire est situé à moins de 100 mètres de l'Ouvrage concerné, un plan du territoire communal (appelé plan de zonage des Ouvrages) faisant apparaître la zone d'implantation dudit ouvrage à l'intérieur de laquelle (100 mètres de part et d'autre de l'axe) les mesures prévues dans le Décret précité sont applicables.

